

**MARCHE PUBLIC DE
PRESTATIONS DE SERVICE**

Procédure adaptée
Selon l'article L2123-1 du code
de la commande publique

**Etude de faisabilité d'un méthaniseur collectif à
dominance agricole sur le territoire de Retiers (35)**

Règlement de consultation (R.C.)

Date et heure de limites de remise des offres :

Mardi 15 juillet 2025 à 16h00

Table des matières

Article 1. Dispositions relatives au marché	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Étendue, forme et durée de la consultation	3
1.3 - Décomposition de la consultation	3
1.4 - Nomenclature communautaire	3
Article 2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Variantes	3
2.2 - Délai de validité des offres.....	3
2.3 - Forme juridique du groupement	3
2.4 - Compétences attendues	3
Article 3 - Contenu du dossier de consultation.....	4
Article 4 - Présentation des candidatures et des offres.....	4
4.1 - Candidatures	4
4.2 - Pièces de l'offre.....	4
Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres	5
Article 6 - Négociation avec les candidats	5
Article 7 - Conditions de remise des plis.....	5
7.1 - Transmission par voie dématérialisée	5
7.2 - Copie de sauvegarde.....	6
7.3 - Signature électronique.....	7
7.4 - Signature des offres au moment du dépôt.....	7
7.5 - Transmission sur support papier	7
Article 9 : Recours	8

Article 1. Dispositions relatives au marché

1.1 - Objet du marché

La présente consultation porte sur la réalisation d'une prestation intellectuelle visant à conduire une étude de faisabilité pour l'implantation d'un méthaniseur collectif à vocation principalement agricole sur le territoire de Retiers (35).

Cette étude devra fournir des données objectives et chiffrées permettant d'éclairer la décision quant à l'opportunité de poursuivre le projet.

Les prestations attendues ainsi que les modalités de leur exécution sont détaillées dans le CCP du présent marché.

1.2 - Étendue, forme et durée de la consultation

Le présent contrat est soumis aux dispositions des articles L.2123-1 (1°) et R.2123-1 (1°, 2°, 3° ou 4°) du Code de la Commande Publique autorisant l'acheteur à passer une procédure adaptée dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 €HT.

Le marché ordinaire, mono-attributaire, à prix forfaitaire sera conclu en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique pour une durée de 5 mois et prendra effet à compter de la date de notification.

La notification du marché est conditionnée à l'obtention préalable de la subvention sollicitée auprès de l'ADEME. En l'absence de subvention, la procédure pourra être déclarée sans suite conformément à l'article R.2185-1 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Le contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement.

1.4 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification
79311100 – Conception d'études
79314000-8 - Étude de faisabilité

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Variantes

Autorisées.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.4 - Compétences attendues

Le titulaire devra impérativement être titulaire de la qualification **QUALIMÉTHA**, développée par l'ATEE.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation (RC) ;
- Le Cahier des Charges Particulières (CCP) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière - La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour tout renseignement, vous pourrez nous adresser vos questions via la plateforme MEGALIS <https://marches.megalisbretagne.bzh>

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

4.1 - Candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes réunies au sein d'un sous-dossier « candidature » :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise ou de l'association
 - La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.
 - Le kbis de moins de 3 mois
 - DC1
 - DC2
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.
- La liste des principales fournitures qu'il a effectuées au cours des trois dernières années pour des prestations similaires, mentionnant la nature et le montant des prestations et le destinataire privé ou public, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, son habilitation à signer les documents relatifs au marché (délégation de pouvoir ou délégation de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé).

4.2 - Pièces de l'offre

Les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- Le Cahier des Charges Particulières (CCP) signé électroniquement de préférence en PADES ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :
 - ✓ La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Note de présentation du candidat et de ses références similaires ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;

Le prestataire portera à la connaissance du SDE35 toute autre précision qu'il jugera utile.

La remise de l'acte d'engagement signé n'est plus requise au moment du dépôt de l'offre et ne sera exigée que du candidat retenu afin de formaliser le contrat conclu. Toutefois, le dépôt d'une offre engage le candidat à exécuter le contrat selon les prescriptions prévues aux pièces contractuelles dès lors que le contrat lui est notifié. L'absence de signature de l'acte d'engagement au stade de la consultation ne soustrait pas le titulaire à son obligation d'exécuter le marché ou l'accord-cadre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Sous-critères	Pondération
1- Valeur économique appréciée au regard de la DPGF		60 %
2- Valeur technique, <i>appréciée au regard du Cadre de Réponse Technique</i>	Expérience d'accompagnement en matière de valorisation gaz et méthanisation (40%)	40 %
	Expérience d'accompagnement en matière de conseil agronomique (40%)	
	Adéquation de la méthodologie proposée avec les attendus de l'étude, notamment en termes de moyens mobilisés. (20%)	

Article 6 - Négociation avec les candidats

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier par écrit ou/et d'organiser une audition avec un ou plusieurs candidats qui auront été présélectionnés au regard des critères de jugement. Cependant, le pouvoir adjudicateur pourra juger que, compte tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. L'intérêt du candidat est d'optimiser son offre initiale.

Article 7 - Conditions de remise des plis

7.1 - Transmission par voie dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique relatif aux marchés public, la transmission électronique des candidatures et des offres est obligatoire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Cette procédure rend obligatoire le téléchargement des documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site internet accessible à l'adresse : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le candidat pourra s'aider des tutoriels visibles à :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Ce dépôt est réalisé dans une enveloppe électronique unique.

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique unique l'ensemble des documents requis. Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation. Le dossier de candidature et d'offre est un fichier unique compressé au format « .zip ».

Les plis transmis sous cette forme sont horodatés par la plate-forme <https://marches.megalisbretagne.org>

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation.

Il est préférable de faire le dépôt électronique au moins 2 heures avant la date et heure de clôture. Tout pli qui parviendrait après cette date sera considéré comme hors délai.

Dans le cas de plusieurs dépôts d'offres par un même candidat, seule la dernière sera ouverte.

Sont autorisés, pour la transmission électronique des plis, les formats Word, Excel et PDF ou équivalents.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'ils doivent limiter au maximum la taille des fichiers transmis, et notamment le poids des éventuelles photos. Des outils sont à cet effet à leur disposition sur la plateforme e-megalisbretagne.org, Espaces entreprises, Boîte à outils, Sites référencés en fin de menu à droite de l'écran.

7.2 - Copie de sauvegarde

Le candidat transmet sa candidature et son offre par voie dématérialisée, et a la faculté de transmettre en parallèle une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre soit :

- Par voie électronique à l'adresse mail marches@sde35.fr : La copie de sauvegarde est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).
- Sur support physique électronique (clef USB, CD-ROM, DVD-ROM...) (Les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique pour les documents dont la signature est obligatoire)
- Ou sur support papier.

Les candidats transmettent leur offre copie de sauvegarde par courrier sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour : Etude de faisabilité d'un méthaniseur collectif à dominance agricole sur le territoire de Retiers (35) <u>Copie de sauvegarde</u> NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document, le fichier Excel du cadre de réponse et les fichiers annexes (images) devront être joints au pli sous forme de clé USB.

Il devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Syndicat Départemental d'Énergie 35

Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour le dépôt des candidatures et des offres. Cette copie doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les informations coordonnées mentionnées ci-dessus.

7.3 - Signature électronique

Pour répondre à la présente consultation sous forme dématérialisée via la plate-forme, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

A noter que l'obtention d'un certificat de signature électronique peut prendre jusqu'à 2 ou 3 semaines selon les fournisseurs de certificats.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

7.4 - Signature des offres au moment du dépôt

La signature électronique de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, sera tenu de la signer et de l'accompagner des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat à hauteur du montant du marché.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que, si le signataire des documents produits n'est pas le représentant légal du candidat, les documents attestant l'habilitation du signataire, établis par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisés, doivent impérativement être joints dans le pli du candidat. En outre, le bénéficiaire de la délégation de pouvoir ou de signature doit être habilité à signer pour le montant de l'offre pour laquelle il s'engage.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué. Tout défaut de signature, retard, ou réticence du candidat retenu l'expose à une action en responsabilité.

7.5 - Transmission sur support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Toute offre papier sera considérée comme irrégulière et non susceptible de régularisation.

Article 9 : Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rennes,
Hôtel de Bizien,
3, contour de la Motte, 35000 Rennes
Tél. : 02 23 21 28 28,
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr